

La guerre de 1870-1871

Si l'attitude d'Emmanuel Servais, dans l'un ou l'autre domaine, reste contesté, l'historiographe doit admirer le courage et la témérité avec lesquels le chef de gouvernement d'un pays minuscule tint tête, pendant la guerre de 1870/71, à la morgue et aux provocations du «chancelier de fer».

Bien au-delà du traité de Francfort (10. 5. 1871) — voir le gros morceau que constituait en 1872 la cession de l'exploitation des chemins de fer au Reich — Servais et ses collègues du Gouvernement n'eurent presque pas le temps de prendre haleine, tant se suivaient à une cadence du diable les vexations et les menaces de toutes sortes.

Cela commença par la fameuse dépêche du 15. 7. 1870 dans laquelle le chargé d'affaires du Grand-Duché à Paris, Michel Jonas (bête noire de Servais, v. fasc. XI, p. 94 s.) prétendait tenir «de source très certaine» que les troupes françaises allaient entrer dans le Luxembourg.¹⁾ Jonas, prié par Servais de protester auprès du gouvernement français, se rendit bientôt compte de la fausseté de sa nouvelle; mais le malheur était fait, Servais ayant prévenu la Prusse de l'imminence de l'invasion française. Les choses s'arrangèrent quand, le lendemain, Jonas put rassurer son Ministre d'Etat que la France respecterait la neutralité luxembourgeoise tant que la Prusse en ferait autant; le 17, Servais obtint, sur sa demande, l'assurance analogue de la part du gouvernement prussien.²⁾

Puis ce fut — à côté des soucis concernant le ravitaillement, le danger de la peste bovine (que Servais se vante d'avoir pu éloigner du pays³⁾), de l'accroissement de la circulation des billets, de la «guerre des wagons» entre la Compagnie de l'Est et les réseaux allemands, conflit préjudiciable à la sidérurgie luxembourgeoise⁴⁾ — l'incident de Schengen (27. 7. 1870) qui fournit un prétexte à Bismarck pour se plaindre auprès du gouvernement luxembourgeois. Dire que le chancelier de la Confédération germanique ne se gênait pas de considérer comme une affaire d'Etat l'achat de tabac fait à Schengen par des soldats français sans armes, alors que les militaires prussiens faisaient la même chose! Pour apaiser le courroux de Bismarck, Servais put compter sur le concours louable du directeur allemand des Douanes à Luxembourg, Keller-Holl⁵⁾; il est vrai après avoir délégué d'urgence son beau-frère Aug. Gillard de Sierck auprès du général français commandant la région, pour faire cesser les passages de frontière.⁶⁾

Lorsque, mû par des sentiments humanitaires, Servais autorisa la traversée du Grand-Duché par des blessés allemands, ce fut le tour de la France de protester. Tout en exprimant, dans sa note du 26 août, la situation dans laquelle se trouvait son pays, Servais exprima l'espoir que les faits qui se sont passés ne troubleront pas les bons rapports avec la France.⁷⁾ La Prusse renonçant à la faveur